



DE L'ABUS AU POUVOIR

EN FINIR AVEC LA CONSERVATION-FORTERESSE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En 2019, le monde de la conservation de la nature fut secoué par un scandale sans précédent après qu'aient été rendues publiques les violences et abus auxquels étaient soumis les communautés locales de la part de gardes d'aires protégées gérées par le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) en Asie et en Afrique. L'ampleur et la violence de ces abus, qui comprenaient torture, viols et meurtres, ont suscité stupeur et consternation tant ils faisaient voler en éclat l'image conventionnelle d'écogardes altruistes risquant leur vie pour protéger les animaux sauvages menacés par des braconniers. Le secteur de la conservation – grandes ONG internationales, organismes donateurs et autorités nationales de conservation – a réagi de diverses manières. Pour le WWF, ces incidents étaient des cas malheureux, mais isolés, dus au comportement excessif de gardes qui avaient outrepassé le cadre de leur mission – quelques brebis galeuses en somme. Les actes de torture, de viol et de meurtre correspondaient pourtant bien davantage aux actions d'une campagne de terreur organisée qu'à des incidents fortuits.

Les gouvernements qui soutiennent les efforts internationaux de conservation ont réagi de différentes manières. Des enquêtes officielles ont été lancées, le financement de certaines aires protégées gérées par le WWF a été gelé et une nouvelle législation a été élaborée par le Congrès américain, conditionnant le financement des parcs et autres aires protégées à un cadre plus strict en matière de droits humains. Cela comprenait notamment la mise en place de garanties sociales, la formation des forces de sécurité, le développement de mécanismes de réclamation et la nécessité pour les organisations internationales de défense de l'environnement d'obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des communautés sur les territoires desquelles ils souhaitaient mener leurs initiatives.

L'un des cas impliquant le WWF s'est produit au parc national de la Salonga en République démocratique du Congo (RDC). En 2022, Minority Rights Group (MRG) faisait de nouvelles révélations sur les abus commis dans un autre



parc national de la RDC, Kahuzi-Biega, où une campagne militaire a été menée contre les autochtones Batwa par des contingents conjoints d'écogardes du parc et de soldats de l'armée congolaise de juillet 2019 à décembre 2021. La campagne a donné lieu à un large éventail d'horreurs : torture, meurtre, viol collectif, bombardement de villages, enfants brûlés vifs, décapitation et prélèvement de parties du corps comme trophées. Les méthodes de terreur développées pendant vingt-cinq ans de guerre dans l'est de la RDC ont ainsi été utilisées contre les civils – les gardiens originels de la terre – au nom de la conservation de la nature.

Cette campagne contre les Batwa a montré que les abus violents n'étaient pas limités aux initiatives soutenues par le WWF. Le parc de Kahuzi-Biega est géré par la Wildlife Conservation Society (WCS), il ne s'agit donc pas d'une brebis galeuse au sein d'une ONG de conservation, mais d'un problème plus vaste. Les rapports de MRG mettent en cause à la fois la WCS et les donateurs du parc – la KfW (gouvernement allemand) et le United States Fish and Wildlife Service (USFWS) – en raison du soutien matériel et de la formation qu'ils ont apportés aux forces de sécurité. Toutes les parties prenantes à l'effort de conservation de la RDC étaient impliquées : les forces de sécurité de l'État (FARDC), l'autorité gouvernementale en charge de la conservation (ICCN), le ministère de l'Environnement, les ONG internationales de conservation de la nature et les donateurs internationaux.

Le lien institutionnel développé pour la conservation en RDC a créé une situation dans laquelle les agences de conservation n'ont essentiellement pas d'autres organes de contrôle qu'elles-mêmes. Les acteurs internationaux – donateurs et grandes ONG de conservation – sont largement déférents au gouvernement congolais et font preuve d'aveuglement volontaire face aux déprédations des forces de sécurité congolaises et d'autres groupes armés, parmi lesquels la corruption, l'extorsion, le racket et l'extraction illicite sont devenus omniprésents au cours des dernières décennies. Cette approche se manifeste par des efforts actifs pour supprimer les informations compromettantes qui émergent du terrain, tout en maintenant une bonne image publique grâce à des rapports et des communiqués positifs.

L'ironie est que non seulement cette approche facilite l'extraction illicite et protège ses auteurs, mais elle a également empêché toute collaboration substantielle entre les organisations internationales en charge de la conservation de la nature et les communautés locales, qui ont pourtant maintenu les écosystèmes de la RDC grâce à leur gestion coutumière pendant des millénaires. Malgré cela, les donateurs internationaux ont toujours privilégié les modèles et les méthodes mis en place par les grandes ONG de conservation, qui reçoivent 85 % du financement mondial de la conservation, tandis que les peuples autochtones et les communautés locales en reçoivent un pour cent.



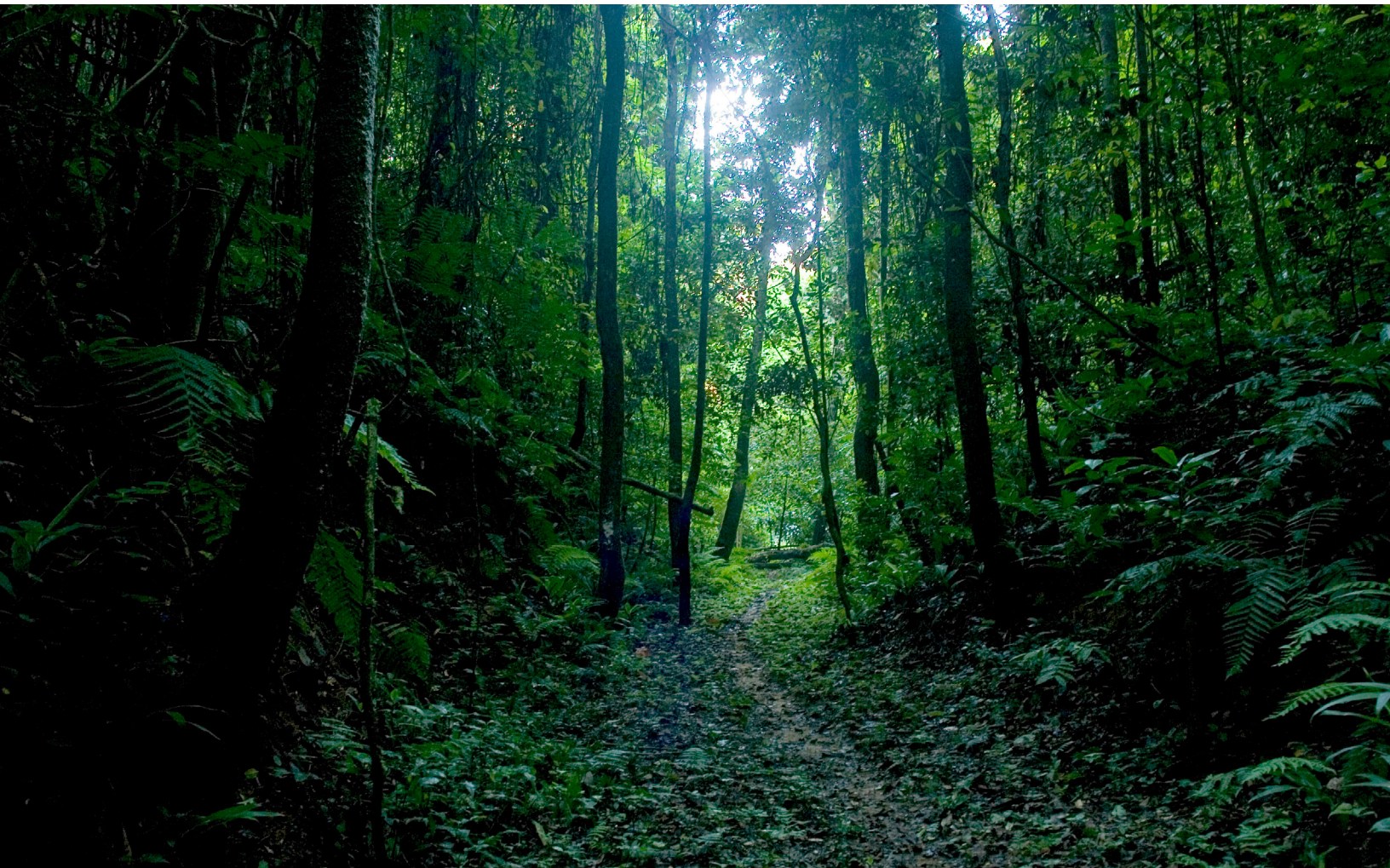
Les ONG qui défendent les communautés locales en RDC dénoncent l'approche militarisée de la conservation basée sur la création de « zones protégées sans population ». Elles soutiennent que les efforts de conservation devraient être fondés sur les droits, à la fois les droits humains des communautés locales et leurs droits fonciers en tant que propriétaires coutumiers des terres transformées en aire protégée. D'un autre côté, la stratégie principale des grandes ONG de conservation reste le déplacement des populations locales pour créer des aires protégées. Certains parmi celles-ci craignent que remplacer le cadre de protection de la nature par un cadre basé sur les droits humains ne se traduise par l'échec de leur mission de conservation. Jusqu'à présent, les solutions envisagées par les ONG de conservation pour lutter contre les abus impliquent principalement des contrôles administratifs plus stricts pour réduire les dommages collatéraux produits par ce qu'elles continuent de considérer comme une stratégie adéquate pour la protection de la nature.

Ce rapport questionne cette approche et le modèle de conservation soutenu en RDC car il affecte négativement à la fois la biodiversité et les populations locales, tout en contribuant à l'instabilité actuelle de la région. Il montre que les mesures proposées par les différents acteurs sont insuffisantes pour remédier aux abus auxquels font face les communautés autochtones et appelle à un changement profond pour une conservation efficace en RDC. Un tel

changement est d'autant plus urgent au vu des récents engagements mondiaux pour l'Initiative 30X30, selon lesquels trente pour cent de la surface de la terre seraient placés sous une forme ou une autre de protection d'ici 2030 pour protéger la biodiversité mondiale.

Les efforts de conservation en RDC, basés sur la création de « zones protégées sans population », ont donné lieu à d'horribles abus et ont créé une situation dans laquelle les aires dites protégées sont devenues sans protection et ouvertes à l'extraction de ressources. En supprimant le bouclier protecteur de la présence humaine sur les terres désignées comme zones protégées, le vide politique est comblé par des acteurs extérieurs cherchant à exploiter ses ressources naturelles. La violence est utilisée par les milices et les forces de sécurité de l'État pour empêcher les communautés locales de pénétrer sur les terres et permettre l'extraction illicite de ressources naturelles sans entrave. Les efforts internationaux de conservation en RDC ont produit exactement le contraire de leur objectif déclaré. Pour John Knox, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains et l'environnement, cette situation « tourne en ridicule le concept même des aires protégées ».

Il est urgent de changer de cap et de produire une protection environnementale efficace et équitable, avec respect, protection et pleine participation des communautés locales et autochtones. Cela nécessite un changement ma-



jeu dans l'approche du gouvernement congolais et des acteurs internationaux – les ONG et les organismes donateurs qui mettent en œuvre ou soutiennent la conservation. Une nouvelle voie pour la conservation en RDC doit être ancrée dans un modèle radicalement différent dans lequel les communautés autochtones ne sont plus exclues de leurs terres ancestrales mais sont les acteurs centraux des efforts de conservation et continuent d'être les gardiennes de leurs terres. Les engagements publics des ONG de conservation telles que le WWF et le WCS détaillant les mesures qu'elles ont prises pour lutter contre les violations des droits humains et favoriser la conservation menée par les communautés sont pour beaucoup de la poudre aux yeux. Ils masquent le fait que les populations autochtones continuent à faire face à la dépossession, à de graves difficultés économiques et à de la violence et des abus perpétrés par les autorités des parcs, les FARDC, et autres groupes armés.

Depuis de nombreuses années, les peuples autochtones de la RDC cherchent sans succès à obtenir justice pour les préjudices qu'ils subissent en intentant des poursuites devant les tribunaux nationaux. En désespoir de cause, ils ont porté l'affaire devant des tribunaux et des organismes internationaux, notamment la Commission africaine des droits humains et des peuples (« la Commission africaine »), affirmant être victimes de crimes contre l'humanité, notamment de violences, de meurtres, de viols et d'incendies criminels. En juillet 2024, la Commission africaine a pris une décision historique qui reconnaît les droits des Batwa sur leurs terres du Parc National de Kahuzi-Biega et ordonné au gouvernement de la RDC de restituer leurs terres à leurs propriétaires légitimes, de les indemniser et d'assurer leur pleine protection.

WCS et les autres acteurs de la conservation doivent prendre des mesures significatives pour rendre possible la mise en œuvre de cette décision et mettre en place un modèle de conservation réellement dirigé par les communautés, comme elles l'ont promis à plusieurs reprises dans le passé.

Le nécessaire changement de paradigme pour ces organisations ne suffira cependant pas à mettre un terme aux abus contre les communautés locales dans l'est de la RDC, où la violence et la corruption dans les aires protégées sont intrinsèquement liées à l'extraction de ressources naturelles telles que l'or, le tantale et le cobalt. Cette extraction joue un

rôle majeur dans les abus liés à la conservation et dans la perpétuation d'un modèle destructeur et inéquitable. Au-delà de l'industrie de la conservation et du gouvernement de la RDC, cela implique les voisins de la RDC ainsi que les pays qui les soutiennent et les entreprises qui profitent de l'extraction illicite. Les pays occidentaux doivent cesser de soutenir le Rwanda et l'Ouganda, deux pays voisins qui sont depuis longtemps impliqués dans l'exploitation illégale des ressources minérales de l'est de la RDC, et prendre des mesures à leur égard. En outre, une réglementation efficace doit être mise en place pour empêcher le commerce des « conflict minerals ».

En l'absence de ces mesures, les réformes nécessaires au secteur de la conservation auront peu de chance d'aboutir, ce qui laisserait les abus se poursuivre sans entrave. Elles sont d'autant plus essentielles que les combats dans l'est de la RDC demeurent intenses, impliquant l'armée congolaise, le groupe rebelle du Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda et d'autres groupes armés, tandis que le mandat de la force de maintien de la paix de l'ONU dans le pays arrive à son terme en 2024. Tant que les voisins de la RDC seront autorisés à se livrer à des activités déstabilisatrices et à l'exploitation illégale des ressources minérales, il n'y aura peu de chance pour que les efforts de conservation évoluent vers un modèle différent respectant les droits fondamentaux à la vie et à la dignité des communautés autochtones et locales.

Lire le rapport complet : From Abuse To Power, Ending Fortress Conservation In The Democratic Republic Of Congo au lien suivant : <https://www.oaklandinstitute.org/from-abuse-to-power-ending-fortress-conservation-in-drc>

The Oakland Institute, 2024

Photos :

Un groupe de chasseurs au filet autochtones Mbuti dans la Réserve naturelle d'Okapi © FAO/Thomas Nicolon

Une maison batwa incendiée au PNKB lors d'une opération conjointe des gardes du parc et des soldats des FARDC en 2021 © Robert Flummerfelt/MRG

La verdure luxuriante de la forêt de Nkula dans la Réserve de biosphère de Luki en RDC © FAO/Giulio Napolitano

